



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Fourniture d'équipement de protections individuelles pour les agents de la ville et du centre communal d'action sociale (CCAS)

Date et heure limites de réception des offres :

27 janvier 2025 à 12h00

MAIRIE DE PONTAULT-COMBAULT
107 avenue de la République
77347 PONTAULT COMBAULT CEDEX
Tél : 0170054753

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	3
1.1 - Objet	3
1.2 - Mode de passation.....	3
1.3 - Type et forme de contrat	3
1.4 - Décomposition de la consultation	3
1.5 - Etendue des prestations	3
1.6 - Nomenclature.....	4
2 - Conditions de la consultation.....	4
2.1 - Délai de validité des offres	4
2.2 - Forme juridique du groupement	4
2.3 - Variantes.....	4
2.4 - Développement durable	5
3 - Conditions relatives au contrat	5
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution.....	5
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	5
4 - Contenu du dossier de consultation	5
5 - Présentation des candidatures et des offres	5
5.1 - Documents à produire.....	6
5.2 - Echantillons, maquettes ou prototypes	7
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	7
6.1 - Transmission électronique	8
6.2 - Transmission sous support papier	9
7 - Examen des candidatures et des offres	9
7.1 - Sélection des candidatures	9
7.2 - Attribution des accords-cadres.....	9
7.3 - Suite à donner à la consultation.....	10
8 - Renseignements complémentaires	10
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	10
8.2 - Procédures de recours.....	10

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

Fourniture d'équipement de protections individuelles pour les agents de la ville et du centre communal d'action sociale (CCAS)

Cette consultation s'effectue dans le cadre d'un groupement de commandes conformément aux articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la commande publique avec les organismes suivants :

- CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE PONTAULT-COMBAULT

Le coordonnateur du groupement de commandes est : MAIRIE DE PONTAULT-COMBAULT. Il aura en charge la passation, la signature et la notification de l'accord-cadre. Chaque membre devra suivre l'exécution de l'accord-cadre.

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Chaque accord-cadre sera attribué à un seul opérateur économique.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 2 lot(s) :

Lots	Désignation
1	Fourniture de protections individuelles pour les métiers techniques et d'entretien des espaces publics
2	Fourniture de protections individuelles pour les métiers d'hygiène, de restauration et d'entretien courant des bâtiments communaux

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre.

1.5 - Etendue des prestations

A titre indicatif, la répartition des commandes entre les acheteurs est la suivante (seuls les montants totaux indiqués à l'acte d'engagement ont valeur contractuelle) :

Pour le lot n°1 - Fourniture de protections individuelles pour les métiers techniques et d'entretien des espaces publics

MAIRIE DE PONTAULT-COMBAULT	
Période	Maximum HT
Période totale	160 000,00 €

Les montants seront identiques pour chaque période de reconduction.

Pour le lot n°2 - Fourniture de protections individuelles pour les métiers d'hygiène, de restauration et d'entretien courant des bâtiments communaux

MAIRIE DE PONTAULT-COMBAULT	
Période	Maximum HT
Période totale	180 000,00 €
CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE PONTAULT-COMBAULT	
Période	Maximum HT
Période totale	20 000,00 €

Les montants seront identiques pour chaque période de reconduction.

1.6 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Lot(s)	Code principal	Description
01	18143000-3	Équipements de protection
01	18444110-7	Casques
01	33735100-2	Lunettes de protection
01	18141000-9	Gants de travail
01	35113440-5	Gilets réfléchissants
01	18830000-6	Chaussures de protection
01	35113400-3	Vêtements de protection et de sécurité
02	18143000-3	Équipements de protection
02	18444110-7	Casques
02	33735100-2	Lunettes de protection
02	18141000-9	Gants de travail
02	35113440-5	Gilets réfléchissants
02	18830000-6	Chaussures de protection
02	35113400-3	Vêtements de protection et de sécurité

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 4 mois à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère social et environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée de la période initiale est fixée au CCAP.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le règlement de la consultation (RC)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) valant détail quantitatif estimatif (DQE)

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Non
Indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du contrat	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

5.2 - Echantillons, maquettes ou prototypes

Afin d'optimiser l'analyse des offres et de permettre une meilleure appréciation de la qualité, les candidats devront remettre gratuitement les échantillons listés ci-dessous à l'adresse suivante avant la date et l'heure limite de remise des offres :

Mairie de Pontault-Combault
Service Commande Publique
A l'attention de Mme Blaise
107, avenue de la République
77340 Pontault-Combault

Du lundi au vendredi de 9 h 30 à 12 heures et de 13 h 30 à 16 heures

Nous vous rappelons que chaque échantillon devra être étiqueté de la façon suivante :

- Nom du candidat
- Référence de l'article
- Fiche technique de l'article

Les échantillons ne seront pas renvoyés par la ville aux candidats non retenus. Ils devront venir chercher leurs échantillons dans les locaux du service commande publique dans un délai de 15 jours à compter de la réception du courrier lui précisant que son offre n'est pas retenue. Passé ce délai, les échantillons seront mis en décharge. Dans le cas où les échantillons seraient retournés cassés ou abîmés suite aux tests, aucune indemnité ne sera versée au candidat.

Liste des échantillons demandés pour le lot 1 :

- 1.17 - Lunettes ou sur-lunettes résistantes aux impacts solides et liquides
- 1.23 - Bouchons d'oreilles jetables avec atténuation de bruits de 18 dB
- 1.24 - Casque anti-bruit pour les environnements très bruyants
- 1.42 - Gants cuir froid rembourré, **tailles 6 - 7 - 8 - 9 - 10 - 11**
- 1.45 - Gants de manipulation, **tailles 6 - 7 - 8 - 9 - 10 - 11**
- 1.46 - Gants de manutention anti coupure, **tailles 8 et 9**
- 1.52 - Gants de tronçonnage, **tailles 6 - 7 - 8 - 9 - 10 - 11**
- 1.53 - Gants en cote de maille, **tailles 6 - 7 - 8 - 9 - 10 - 11**
- 1.54 - Gants Enduit pvc et tricoté sans couture avec doublure molletonnée chaude, **taille 9**
- 1.61 - Botte cuir fourrée, **pointure 43**
- 1.65 - Chaussure de sécurité pour agents des services techniques, **pointure 42**
- 1.67 - Chaussure de sécurité basse, **pointure 43**
- 1.73 - Chaussure de sécurité basse type basket, **pointure 43**
- 1.75 - Chaussure de sécurité basse type basket pour chauffeurs de cars, **pointure 41**
- 1.79 - Chaussure de sécurité haute (type basket) imperméable homme, **pointure 42**
- 1.83 - Chaussure de sécurité haute modèle femme, **pointures 36, 37 et 39**
- 1.84 - Chaussure de sécurité haute type basket, **pointure 47**
- 1.88 - Chaussure de sécurité S3, semelle anti-trace, **pointures 38 et 43**
- 1.89 - Blouson pilote HV 2 en 1, **taille XL**
- 1.91 - Combinaison bicolore double fermeture, **tailles 5 et 6**
- 1.95 - Pantalon tronçonnage, **taille L**

Liste des échantillons demandés pour le lot 2 :

- 2.3 - Charlotte jetable bleue alimentaire HACCP
- 2.7 - Lunette pour l'utilisation des produits d'entretien
- 2.8 - Lunette pour l'utilisation des produits d'entretien en restauration
- 2.16 - Masque pour l'utilisation des produits d'entretien
- 2.17 - Masque pour l'utilisation des produits d'entretien en restauration

- 2.22 - Doudoune sans manche pour le froid durant les périodes hivernales, **taille L**
- 2.26 - Gant pour éviter les brûlures, **tailles 7 et 8**
- 2.29 - Gants de travail (textile et "silicone")
- 2.31 - Gants en latex pour ménage, **tailles 5-5^{1/2} et 6-6^{1/2}**
- 2.34 - Manchette pour éviter les brûlures
- 2.35 - Bottes, **pointure 39**
- 2.36 - Bottes en caoutchouc de sécurité, **pointure 43**
- 2.37 - Chaussures de sécurité de restauration, **pointure 39**
- 2.38 - Chaussures de sécurité pour femme, **pointures 35 et 39**
- 2.39 - Chaussures de sécurité pour homme, **pointure 44**
- 2.40 - Chaussures de sécurité HACCP, **pointure 37**
- 2.41 - Chaussures pour le ménage, **pointure 37**
- 2.42 - Chaussures pour le ménage, **pointure 37**
- 2.43 - Chaussures sécurité en cuir, **pointure 43**
- 2.44 - Chaussures sécurité en cuir pour ménage, **pointure 39**
- 2.45 - Chaussures sécurité en cuir HACCP, **pointure 39**
- 2.46 - Sabots de sécurité en cuir pour ménage, **pointure 39**
- 2.47 - Sabots de sécurité en cuir HACCP, **pointure 39**

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://www.maximilien.fr/>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde – Ne pas ouvrir », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Mairie de Pontault Combault
Service de la commande publique
107 avenue de la République
77347 PONTAULT COMBAULT CEDEX

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire est exigée dans le cadre de cette consultation.

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES). Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format pAdES.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Il est demandé aux candidats de nous retourner les pièces marché signées électroniquement sous format PDF. Il est demandé aux candidats de joindre le BPU et le DQE sous format PDF (pour notification) et sous format Excel pour l'analyse des offres.

6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 5 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 - Attribution des accords-cadres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante et pour tous les lots :

Critères	Pondération
1 - Coût des prestations	50.0
2 - Qualité	35.0
2.1 - Confort	30%
2.2 - Adaptation à l'usage prévu (la sur-qualité du produit ne garantit pas une meilleure évaluation)	40%
2.3 - Matériaux et finition	15%
2.4 - Coupe	15%
3 - Service après-vente	5.0
4 - Délai de livraison	5.0
5 - Performances en matière de protection de l'environnement	5.0

1 - Prix calculé selon la formule (prix du moins disant / prix du candidat) x 50
Le prix sera analysé sur la base du total TTC du DQE du candidat.

2 - Qualité selon les fiches techniques et les échantillons proposés x 35

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme irrégulière.

7.3 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 5 jours.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://www.maximilien.fr/>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :
Tribunal Administratif de Melun
43 rue du Général De Gaulle
Case Postale 8630

77008 MELUN CEDEX Case Postale 8630

Tél : 01 60 56 66 30

Télécopie : 01 60 56 66 10

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : - Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.

- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Melun

43 rue du Général De Gaulle

Case Postale 8630

77008 MELUN CEDEX Case Postale 8630

Tél : 01 60 56 66 30

Télécopie : 01 60 56 66 10

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Tribunal Administratif de Melun

43 rue du Général De Gaulle

Case Postale 8630

77008 MELUN CEDEX Case Postale 8630

Tél : 01 60 56 66 30

Télécopie : 01 60 56 66 10